



**POSTAUX
DE PARIS**

Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications
SYNDICAT DES SERVICES POSTAUX DE PARIS - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03
CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27 - E.mail : cgt.postaux@wanadoo.fr



SECTION DE PARIS 14 PDC

Paris, le 16 Septembre 2009

MARDI 22 SEPTEMBRE

**CONTRE LA PRIVATISATION DE LA POSTE
POUR LE SERVICE PUBLIC
POUR NOS EMPLOIS, NOS SALAIRES, NOS DROITS**

**TOUS EN GRÈVE,
TOUS EN MANIFESTATION**

A l'appel de tous les syndicats de La Poste, les 272 000 postiers que comptent ce pays sont appelés à faire grève et à manifester pour s'opposer au projet de privatisation du gouvernement et des dirigeants de La Poste, à refuser partout les suppressions d'emplois et imposer les embauches nécessaires, à revendiquer de meilleurs salaires et l'amélioration des conditions de travail, à exiger qu'un véritable service public soit rendu aux usagers.

Il faut que cette journée de grève soit un succès. Il faut que les manifestations partout en France soient imposantes. Il en va de notre avenir.

La tragique actualité que connaissent les travailleurs de France Télécom avec sa série noire de suicides que la direction n'arrive plus à cacher, doit nous faire réfléchir. Il y a encore 20 ans, La Poste et France Télécom étaient une même administration : les PTT.

Depuis sa transformation en Société anonyme en 1996, et sa privatisation en 1997, l'effectif de France Télécom est passé de 160 000 à 100 000 salariés. Ils subissent restructurations sur restructurations. En permanence, chacun peut se voir imposer la suppression de son poste, une mobilité forcée avec des déménagements à la clé que cela implique (*ex : dans le journal « 20 minutes », une salariée témoigne qu'elle a dû déménagé 4 fois pour suivre son travail, en 8 ans*). Le personnel fonctionnaire subit des pressions pour quitter « volontairement » l'entreprise. C'est une direction de combat qui impose « un management de la terreur » (*dixit les syndicats*), joue avec les nerfs et la peau de ses salariés. Malheur aux faibles, pas de pitié pour les plus fragiles ; une seule chose compte : la valeur des actions à la bourse et les profits dont sont avides les gros actionnaires.

Qui peut croire que la direction de La Poste agira différemment, une fois que nous serons privatisés ? En quelques années, déjà, nous avons perdu 52 000 emplois. Rien que pour les 6 premiers mois de l'année, 7500 postes ont disparu à l'échelle nationale. 1200 collègues ont été licenciés (*conseils de discipline, licenciements « à l'amiable »*). Et avec la privatisation, le rythme des suppressions d'emplois va aller en s'accroissant. La direction prépare une « convention collective » pour les contractuels qui lui permettra avec le changement de statut, de procéder dans les toutes prochaines années à des plans sociaux, c'est à dire à des licenciements économiques.

Alors, bien sûr, les dirigeants de La Poste et le gouvernement tentent de nous faire croire que la transformation de La Poste ne changera rien pour nous, que ce qu'elle prépare n'est pas une privatisation. Mais ce sont des mensonges. Les mêmes que l'on a servi aux agents de France Télécom ou d'EDF. Déjà La Poste qui pleure sur les 457 millions d'euros de bénéfices qu'elle a réalisés rien que sur les 6 premiers mois de l'année, investit à coups de milliards à l'échelle de l'Europe comme n'importe quelle société multinationale. C'est autant de milliards volés au service public, au détriment des usagers, des emplois et des salaires des postiers.

Alors ne nous laissons pas abuser par les discours de nos dirigeants sur la crise et la concurrence. Car pendant qu'ils nous prêchent les sacrifices, eux se goinfrent. Les BMW et les augmentations de salaires mirobolantes des hauts dirigeants de La Poste (74,2 % en 6 ans) en sont l'illustration.

Si La Poste allait si mal, croyez vous que le gouvernement préparerait sa privatisation ? « *On nationalise les pertes, on privatise les profits* » dit l'adage ; oui, c'est pour une bande d'actionnaires, avides de profits, que l'on prépare le changement de statut de La Poste et uniquement pour cela. Les discours de Bailly et consorts ne sont que des bobards destinés à nous anesthésier.

Cette privatisation est contre nous, fonctionnaires et contractuels, contre les usagers, contre le service public.

Mais celle-ci n'est pas inéluctable. A 272 000 postiers, nous pouvons mettre un frein aux appétits des futurs actionnaires ainsi qu'à leurs valets de la direction de La Poste et du gouvernement.

Car si nous nous mobilisons dans la grève et dans la rue, nous aurons derrière nous le soutien de toute la population, de tous les usagers qui n'en peuvent plus de voir les services publics dépecés par la voracité et le parasitisme capitaliste.

La journée de grève et de manifestations du 22 septembre est une étape importante. Le succès de celle-ci sera un encouragement, car elle redonnera confiance en notre force collective. Et cette confiance est la clé qui permettra de créer un mouvement d'ensemble de tous les postiers, quelque soit notre statut ou notre service, déterminé à gagner.

A Paris 14 PDC, face à la direction locale qui annonce une nouvelle réorganisation pour le mois de mars 2010, avec de nouvelles coupes dans les effectifs et le rallongement des tournées que cela va provoquer, ce sera l'occasion d'affirmer tous ensemble notre refus des suppressions d'emplois et notre ras-le-bol de l'auto-remplacement.

NON au changement de statut, NON à la privatisation !

NON à la casse du Service Public

NON aux suppressions d'emplois !

AUGMENTATION générale des salaires !

**A Paris 14, comme partout à La Poste
Tous en grève, tous en manifestation
le Mardi 22 Septembre**

**Départ de la manifestation à 14 heures
devant le siège de La Poste - bd vaugirard (15°)**